

SMP

En Afghanistan, on se retrouve avec un ratio d'un contractor (employé d'une SMP) pour un soldat, soit une proportion énorme ! Peu à peu, ces sociétés se développent dans le monde entier et deviennent indispensables aux États, que ce soit en Russie, en Chine, en Grande-Bretagne...

Deux principes motivent les États à se nantir de SMP : le déni plausible et l'empreinte minimum (« light footprint »).

Le premier permet à un gouvernement de se dédouaner complètement des agissements d'une SMP .

Le deuxième garantit une présence très peu visible sur les territoires étrangers.

Le cas de Wagner a poussé l'État russe à user des deux principes évoqués : déni plausible et empreinte minimum.

Le groupe Wagner a été créé en 2014 et a participé à l'invasion du Donbass et de la Crimée. La Russie s'étant ensuite tournée vers la Syrie,

Wagner est intervenu dans la lutte contre Daech. Or si Wagner a répliqué violemment aux atrocités commises par Daech, personne ne s'en est plaint sur la scène internationale car tous étaient soulagés qu'une structure se soit chargée de mettre bon ordre.

La violence de Wagner a été légitimée et cette SMP ne s'est plus départie de cette façon d'agir.

Wagner est un outil mixte, politique et économique, à mi-chemin entre l'État russe et le monde des affaires.

Wagner reçoit une partie des marges générées par les puits de pétrole récupérés

à Daech.

Des tensions vont peu à peu naître avec l'armée russe, celle-ci étant affectée de la position ostentatoire adoptée par Wagner, puis des tensions avec le gouvernement suivent.

La perte de confiance est consommée. La France est l'un des rares pays au monde à n'avoir pas développé de SMP. Pourquoi ? Quelles en sont les conséquences sur le plan géopolitique ?

La loi d'avril 2003 relative à la restriction de l'activité de mercenaire est très limitante et interdit notamment le port d'armes.

Par conséquent, ne peuvent exister en France que des entreprises de services de sécurité et de défense (ESSD).

À l'issue de la guerre froide, lorsque l'armée française a été concernée par les réductions budgétaires, elle en a ressenti une perte d'efficacité et a considéré que d'éventuelles SMP ne seraient que des concurrentes.

L'externalisation du soutien a fini par être autorisée, mais pas les fonctions régaliennes de défense et de sécurité.

C'est ce qui explique en particulier l'éloignement actuel entre la France et les pays africains.

Nos relations avec ces États souffrent d'un problème de confiance car nous n'avons pas l'outil qui correspond aux besoins africains ; notre empreinte est beaucoup trop forte !

Nous ne pouvons que proposer des aides visibles, diplomatiques ou militaires par exemple, mais aucun outil permettant un déni plausible et une empreinte minimum.

Les ESSD peinent à recevoir la confiance de l'État français

Aujourd'hui, une telle réflexion peut enfin être conduite et la confiance s'établit progressivement, mais nous sommes très en retard sur la scène internationale. C'est un problème fonctionnel en France : nous sommes soumis à une trop grande verticalité, au détriment du contact avec la réalité du terrain.

Nous ne voyons pas l'évolution des marchés, de la même façon que nous n'avons pas